

Troisième Prépa-Pro	<p style="text-align: center;"><b>Thème 1</b>  <b>L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)</b>  <b>Séquence IV :</b>  <b>La France défaite et occupée</b>  <b>Régime de Vichy, Collaboration et Résistance</b></p>	Fiche Prof
---------------------	---	------------

<http://lhgcostebelle.canalblog.com/>

### Capacités :

Cette étude doit permettre à l'élève de :

- décrire quelques aspects de la politique du régime de Vichy, révélateurs de son idéologie ;
- raconter comment le général de Gaulle et les résistants s'opposent à l'occupant et au régime de Vichy ;
- décrire les principales mesures prises dans les domaines politique, économique et social à la Libération.

### Repères :

Appel du général de Gaulle : 18 juin 1940.

Régime de Vichy : 1940-1944.

Libération de la France, rétablissement de la République (la IV<sup>e</sup>), droit de vote des femmes, Sécurité sociale : 1944-1945.

Pistes pour l'histoire des arts :

L'image et le régime de Vichy : affiches et cinéma ; Vichy et le renouveau du folklore et des musiques populaires et régionales ; la chanson et le culte du Maréchal ; cinéma et représentation de la Résistance, etc.

En 1940, la III<sup>e</sup> République cède la place à l'État français du maréchal Pétain. Les valeurs de la démocratie sont bafouées et l'autoritarisme s'installe. Le général de Gaulle, réfugié en Angleterre, lutte pour la France libre et prépare la refondation républicaine qui redonne vie à la République française à partir de 1944.

Quelles conceptions de la France s'affrontent entre 1940 et 1945 ?

### Séance 1 : A quels choix les Français sont-ils confrontés entre 1940 et 1945 ?

#### Objectifs :

- Être capable d'expliquer ce qu'a été la Collaboration et la Résistance.
- Analyser comment le régime de Vichy peut se mettre en place dans un régime républicain démocratique et comment la République retrouve sa place dès 1946.

Accroche : Affiche de Vichy et de la Résistance. (Voir blog)

- 1) Que représente la première affiche ?
  - Un soldat français portant l'uniforme allemand, armé d'un bouclier, d'un casque et d'une lance.
- 2) Quel est le but de cette affiche ?
  - Encourager les Français à s'engager du côté des Allemands pour aller combattre les Soviétiques.
- 3) Que représente la deuxième affiche ?
  - Deux hommes : l'un armé d'un fusil et un casque, l'autre portant un outil, prêts à partir. Symbole la Croix de Lorraine + paroles de la Marseillaise.
- 4) Quel est le but de cette affiche ?
  - Encourager les Français à résister par tous les moyens à l'ennemi (l'Allemagne).

#### Problématiques :

- Quelle a été la politique de Pétain vis-à-vis des Allemands ?
- Quel rôle a joué la Résistance dans la libération du pays ?

## I - Le régime de Vichy et la Collaboration :

### A - Le régime de Vichy et la Révolution nationale :

- Document 1 : L'année 1940.

10 mai : début de l'offensive allemande à l'Ouest.  
13 mai : l'armée allemande franchit la Meuse à Sedan.  
15 mai : début de l'exode des civils.  
18 mai : Pétain est nommé vice-président du Conseil dans le gouvernement Reynaud.  
25 mai : l'exode des civils fuyant les combats et les bombardements s'amplifie.  
5 juin : De Gaulle est nommé sous-secrétaire d'État à la guerre dans le gouvernement Reynaud.  
10 juin : le gouvernement quitte Paris pour Bordeaux.  
16 juin : démission de P. Reynaud. Pétain président du Conseil.  
17 juin : Pétain appelle les Français à cesser les combats et demande l'armistice.  
18 juin : appel du général de Gaulle à continuer la lutte.  
22 juin : signature de l'armistice à Rethondes.  
30 oct. : entrevue d'Hitler et Pétain à Montoire.

1) Pourquoi peut-on dire que la campagne de France a été une débâcle ? (durée, conséquences pour la population et le gouvernement...).

- Brièveté de la bataille : moins de 40 jours.
- Exode de la population civile, arrêt des combats pour l'armée française.
- Départ du gouvernement pour Bordeaux.

Document 2 : La France après l'armistice (voir blog)

2) Où se trouve la zone occupée par les Allemands ? Où se trouve la zone libre ? Par quoi ces deux zones sont-elles séparées ?

- Partie nord et façade atlantique
- Sud : jusqu'en novembre 1942.
- Une ligne de démarcation.

- Document 3 : La propagande de Vichy. (Voir blog)

3) D'après ce document iconographique (affiche), quels sont les thèmes principaux de la politique de Pétain ?

- Culte (vénération, adoration) du Maréchal, défense du monde paysan
- Devise de la République remplacée par défense de la patrie, du travail manuel, de la famille.

### B – La Collaboration :

- Document 4 : Loi du 3 octobre 1940 sur le statut des Juifs.

«Nous, Maréchal de France, chef de l'État français, le conseil des ministres entendu. Décrétons :

Article premier : Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif.

Article 2 : L'accès et l'exercice des fonctions publiques sont interdits aux Juifs.

Article 4 : L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des fonctions dévolues aux officiers ministériels et à tous auxiliaires de justice sont permis aux Juifs, à moins que des règlements d'administration publique n'aient fixé pour eux une proportion déterminée.

Article 5 : Les Juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exercer l'une quelconque des professions suivantes : directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, administrateurs, gérants de salle de théâtre ou de cinématographie, de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Article 7 : fixe les conditions dans lesquelles les fonctionnaires juifs cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois.

Fait à Vichy, le 3 octobre 1940, Philippe Pétain»

4) À quelles discriminations sont soumis les Juifs en France dès octobre 1940 ?

➤ Ils ne peuvent exercer librement leur métier, en particulier dans l'administration, de la justice, de l'enseignement et de l'édition.

5) À quels principes républicains la loi sur le statut des Juifs s'oppose-t-elle ?

➤ Elle s'oppose aux principes de la liberté et de l'égalité entre les individus.

Doc 5 : Le STO en France (voir blog)

6) Que décide le gouvernement de Vichy pour tous les jeunes hommes de France ? Quelle en sera la conséquence ?

➤ Il décide les envoyer en Allemagne où ils travailleront pour le régime nazi.

➤ Beaucoup vont refuser de partir et s'engagent alors dans la Résistance.

#### À retenir :

Après la défaite militaire rapide de la France face à l'Allemagne (mai-juin 1940), l'armistice est signé à Rethondes le 22 juin 1940. La France est alors divisée territorialement.

La France est coupée par une ligne de démarcation. Au nord, c'est la zone occupée, au sud, la zone libre. Le gouvernement du Maréchal Pétain s'installe à Vichy. Les troupes allemandes occupent la plus grande partie de la France. Pétain reçoit les pleins pouvoirs, la République est supprimée et remplacée par l'État français. Le gouvernement entreprend une Révolution nationale. Le régime de Vichy choisit de collaborer avec l'Allemagne, il livre des juifs réfugiés en France (ex : rafle du Vel' d'Hiv à Paris en juillet 1942) et envoie des travailleurs en Allemagne (Service du Travail Obligatoire : STO). Avec la Milice, il pourchasse les Résistants. Le pays devient une dictature.

**Révolution nationale** : c'est la politique par laquelle le gouvernement de Vichy entend réorganiser la société selon un ordre nouveau.

**Collaboration** : Aide volontaire apportée à un ennemi ou à un occupant. Ici, le régime de Vichy avec le régime nazi allemand

## II - La Résistance :

Doc 6 : L'Appel du 18 juin 1940 (voir blog)

1) Qui est l'auteur du message ? A qui s'adresse-t-il et pour quel effet ?

➤ Le Général de Gaulle qui a refusé de capituler et qui organise la lutte depuis Londres.

➤ Il s'adresse à tous les Français pour qu'ils le rejoignent dans le combat.

2) Sur quelles forces compte-t-il ?

➤ Il peut s'appuyer sur les Alliés qui combattent les puissances de l'Axe.

- Doc 7 : Les formes de la résistance. (Voir blog).

3) De quelles formes de résistance témoignent ces deux documents ? En connaissez-vous d'autres ?

➤ Une partie des Français refuse la Collaboration et l'occupation allemande. Elle s'engage alors dans : la Résistance armée : sabotage de voies ferrées, la Résistance par la diffusion de journaux et de tracts clandestins. Radio clandestine (depuis Londres).

- Doc 8 : L'unification de la Résistance.

«À partir de l'automne 1941, le **général de Gaulle** tente d'unifier ces forces dispersées afin de raffermir sa légitimité intérieure et extérieure, non sans rencontrer de fortes oppositions. Le 27 mai 1943, l'ancien préfet **Jean Moulin**, mandaté par De Gaulle, fonde le "**Conseil national de la Résistance**". Le CNR réunit des représentants des grands mouvements de Résistance, ceux des deux principaux partis politiques actifs dans la lutte clandestine (communistes et socialistes), des syndicalistes (CGT et CFTC), ainsi que des personnalités du centre et de la droite, appartenant aux anciens partis de la III<sup>ème</sup> République. L'objectif premier du général de Gaulle et de la Résistance est de mettre sur pied **une armée** afin de participer le moment venu à la libération du pays. L'aspect militaire de la Résistance est toutefois moindre que son rôle politique. Grâce à l'unification, elle s'est peu à peu constituée en un véritable **État**, dépositaire d'une légitimité nationale et internationale forgée dans la lutte contre le nazisme. En 1944, elle dispose d'un pouvoir exécutif (le Comité français de libération nationale, puis Gouvernement Provisoire de la République Française) et d'une instance législative (l'Assemblée consultative d'Alger). Dans l'esprit du général de Gaulle, ces institutions provisoires s'inscrivaient "naturellement" dans la continuité républicaine. Elles devaient d'abord faire face à de nombreuses tâches : aider à la libération du territoire, rétablir l'ordre républicain contre Vichy, épurer les traîtres et les collaborateurs, autant que possible dans le respect du droit, et enfin éviter un gouvernement d'occupation allié. »

H. Rousso, *Les Années noires, vivre sous l'Occupation*, Gallimard, 1992.

4) Qui est Jean Moulin ? Quelle mission reçoit-il du Général de Gaulle ?

- Préfet de Chartres en 1940, il refuse de collaborer et rejoint de Gaulle à Londres.
- Unifier la résistance intérieure.
- Il meurt torturé par la Gestapo sans avoir trahi son pays.

5) Quelle est la composition du CNR ? Quel est son objectif, selon De Gaulle ?

- Éventail politique large, des communistes aux Gaullistes, en passant par les syndicats.
- Outre l'aspect militaire, il s'agit également de fonder un État indépendant des Alliés et épuré.

Synthèse : Dans un développement construit, en vous aidant des documents, présentez deux choix auxquels les Français ont été confrontés entre 1940 et 1945 : Collaborer et Résistance.

Vous utiliserez les termes suivants : *Occupation, Collaboration, Pétain, Révolution nationale, De Gaulle, Résistance.*

#### À retenir :

Le 18 juin 1940, depuis Londres le général De Gaulle lance un appel qui refuse l'armistice. Autour de lui, les Forces françaises libres (FFL) s'organisent.

À l'intérieur, dès 1940 des journaux clandestins sont créés, des réseaux de Résistance se constituent. En 1943, le Conseil National de la Résistance (CNR) sous l'autorité de Jean Moulin est chargé d'unifier les mouvements de résistance.

Tandis que les Alliés débarquent en Normandie, la résistance lance l'insurrection nationale. Des départements sont libérés et Paris se soulève en août 1944. Charles de Gaulle institue en 1944, un Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) qui remplace le gouvernement de Vichy.

En participant aux ultimes combats, la France retrouve sa place et son honneur.

T.D sur La rafle du Vél d'hiv.

TD sur la Résistance en France p 52-53.

### III – Le rétablissement de la démocratie :

- Document 9 : Le vote des femmes



Les Françaises, qui ont obtenu le droit de vote en avril 1944, participent pour la première fois aux élections municipales d'avril 1945 et aux élections législatives du 21 octobre.

#### Résultats du scrutin du 21 octobre 1945

<b>Élections législatives</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• PCF (communistes) : 159 sièges obtenus à l'Assemblée</li><li>• SFIO (socialistes) : 146 sièges</li><li>• Rassemblement des Gauches républicaines : 71 sièges</li><li>• MRP (démocrates chrétiens) : 150 sièges</li><li>• Indépendants et droite modérée : 53 sièges</li></ul>
<b>Référendum</b>	« Voulez-vous que l'Assemblée élue à ce jour soit constituante ? » <ul style="list-style-type: none"><li>- Oui : 96,37 % des voix</li><li>- Non : 3,63 % des voix</li></ul>

1) Qui participe au scrutin du 21 octobre 1945 ? Pourquoi y a-t-il deux urnes dans le bureau de vote ce jour-là ?

- Le 21 octobre 1945, les hommes mais aussi les femmes, qui ont obtenu le droit de vote en avril 1944, participent au scrutin. Le suffrage est donc définitivement universel en France.

- Il y a deux urnes car les citoyens doivent procéder à deux votes.
- D'une part, ils doivent élire de nouveaux députés pour siéger à l'Assemblée nationale et participer à l'élaboration des lois : ce sont les élections législatives.
- D'autre part, ils doivent répondre, par oui ou par non, à la question posée sur la nature de cette nouvelle assemblée : c'est un référendum.

2) Quelle est la conséquence de la victoire du « oui » ?

- La victoire du « oui », au référendum du 21 octobre 1945, fait que la nouvelle assemblée élue par les citoyens français est chargée d'une mission importante, celle de rédiger une nouvelle constitution pour la France. Elle est alors appelée « Assemblée nationale constituante ».
- Un nouveau régime, une nouvelle forme de gouvernement va donc naître : la IV<sup>e</sup> République.

- Document 10 : Une nouvelle république, de nouveaux droits.

*[Le peuple français] réaffirme solennellement les droits et libertés de l'Homme et du citoyen consacrés dans la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. Il proclame, en outre [...] :*

- La **loi garantit à la femme**, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
- Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. [...]
- Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts **par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix**.
- Le **droit de grève** s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.
- [La Nation] garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la **protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs**. [...]
- La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte **à l'instruction**, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement **public, gratuit et laïque** à tous les degrés est un devoir de l'État.

*Extraits du Préambule de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République, 27 octobre 1946.*

3) Quels droits sont accordés aux travailleurs ? Quels sont les nouveaux droits sociaux institués par ce texte ?

- La Constitution de 1946 affirme que tous les travailleurs ont le droit d'obtenir un emploi et peuvent défendre leurs droits grâce aux syndicats. Ils ont le droit d'organiser une grève pour faire entendre leur cause.
- Création de la Sécurité sociale. Égalité politique H/F.

#### **À retenir :**

En 1944, les membres du CNR proposent dans leur charte un nouveau modèle de démocratie qui inspire les grandes réformes de l'après-guerre. Il revient à l'État d'intervenir pour organiser la reconstruction économique (nationalisations, planification) et pour garantir à tous les Français une protection sociale (création de la Sécurité sociale). En octobre 1946, la Constitution de la IV<sup>e</sup> République est approuvée par référendum ; son préambule proclame de nouveaux droits fondamentaux.

**République** : régime politique dans lequel le peuple est souverain (contrairement à une monarchie ou un empire). La France a connu plusieurs républiques depuis la Révolution : I<sup>ère</sup> République (1792-1799), II<sup>ème</sup> République (1848-1852), III<sup>e</sup> République (1870-1910), IV<sup>e</sup> République (1946-1958), V<sup>e</sup> République (depuis 1958).

**Planification** : programmation par l'État des objectifs de production.

**Sécurité sociale** : organisme financé par les cotisations des salariés et des employeurs. Il rembourse les dépenses de santé et verse les pensions de retraite.

**Référendum** : vote des citoyens qui doivent répondre par oui ou par non à une question posée par le gouvernement.